



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

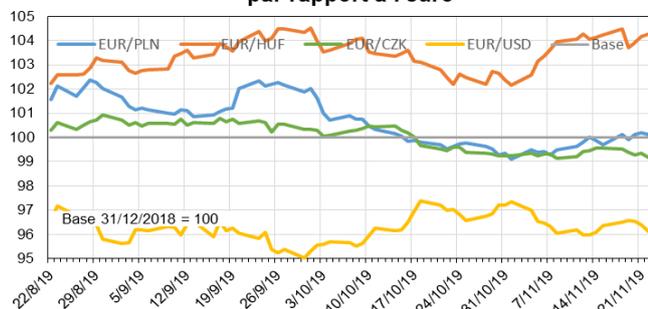
N° 18/2019

Du 18 au 27 novembre 2019

Ensemble de la zone

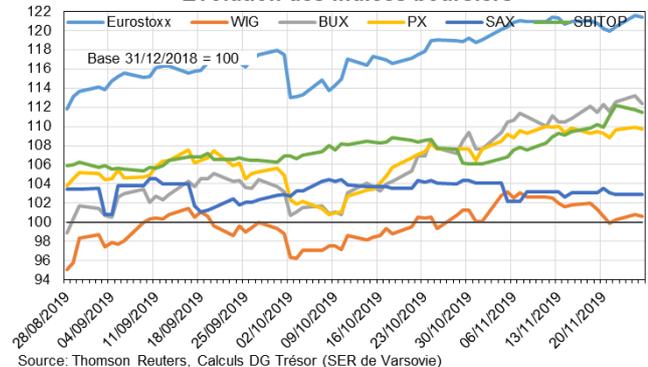
MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



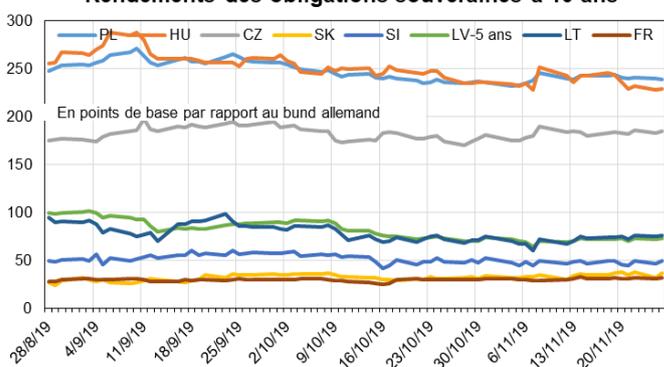
Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Clôtures au	26/11/2019	19/11/2019	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2018
EUR/PLN*	4,2997	4,2847	+ 0,35%	+ 0,26%
EUR/HUF*	336,4	332,77	+ 1,09%	+ 4,83%
EUR/CZK*	25,511	25,543	- 0,01%	- 0,72%
EUR/USD*	1,1013	1,1078	- 0,59%	- 3,98%
WIG20	58 029,98	58 477,3	- 0,71%	+ 0,59%
BUX	43 993,91	43 618,78	+ 0,86%	+ 12,40%
PX	1 082,23	1 079,73	+ 0,23%	+ 9,70%
Eurostoxx	3 350,34	3 333,03	+ 0,52%	+ 21,39%
Spread PL-10	238,6	243,5	- 4,9 pb	- 21,8 pb
Spread HU-10	228,9	244	- 15,1 pb	- 50,9 pb
Spread CZ-10	185	184,5	+ 0,5 pb	+ 15,1 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Rendements des obligations souveraines à 10 ans



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

POLITIQUE MONÉTAIRE

Taux d'intérêt (%)				
Zone euro		Rép. tchèque	Pologne	Hongrie
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	Taux de refinancement à 1 semaine*	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*
		2	1,50	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	Taux de facilité de dépôt au jour le jour
		1,00	0,50	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine
		3,00	2,50	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	Réserves obligatoires	Réserves obligatoires
		2,00	3,50	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales



AFFAIRES EUROPEENNES

- Le volume de la production dans le secteur de la construction a enregistré une baisse de 0,7% dans la zone euro et de 0,3% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en septembre 2019**, Eurostat le 19 novembre. Dans la zone euro, la production a diminué en septembre 2019 en rythme annuel de 1% pour le bâtiment et a augmenté de 1,1% pour le génie civil. Dans l'UE, la production a augmenté de 2,4% pour le génie civil, tandis que le bâtiment est resté inchangé. Les plus fortes hausses du volume de la production dans le secteur de la construction ont été observées en Roumanie (+28,9%), en Hongrie (+17,8%), en Bulgarie (+6,9%) et en Pologne (+5,2%), tandis que les plus fortes baisses ont été enregistrées en Espagne (-10%), en Slovénie (-8,1%), en France (-2,6%) et en Belgique (-1,8%). Entre août et septembre 2019, le volume de la production dans le secteur de la construction a augmenté de 0,7% dans la zone euro et de 0,3% dans l'UE.
- L'OCDE a publié ses prévisions de croissance internationale mercredi 20 novembre**. Elles confirment pour les pays d'Europe centrale et balte un ralentissement d'ici à 2021, à l'exception de la Slovaquie et de la Lettonie. A titre de comparaison, les prévisions de la Commission européenne (7 novembre 2019) sont disponibles à la fin de la présente note en annexe. Pour l'année 2019, on notera que l'OCDE est légèrement plus optimiste que la Commission européenne pour la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et l'Estonie, elle est en revanche légèrement moins optimiste pour la Lituanie et la Slovaquie. Les prévisions de l'OCDE apparaissent réalistes pour l'année 2019 pour tous les PECB au regard de la croissance affichée par chacun des pays sur les trois premiers trimestres 2019. Pour 2020 et 2021, les prévisions de croissance de l'OCDE sont quasiment les mêmes que celle de la Commission européenne, à l'exception que l'OCDE prévoit un ralentissement moins marqué en 2020 en Pologne et en Hongrie que la Commission européenne.

Croissance du PIB	Premier-troisième trimestres 2019	2019	2020	2021
Pologne	4,4%	4,3%	3,8%	3%
République tchèque	2,7%	2,6%	2,1%	2,3%
Hongrie	5,1%	4,8%	3,3%	3,1%
Slovaquie	2,5%	2,5%	2,2%	2,6%
Estonie	4,2%	3,2%	2,2%	2,2%
Lituanie	3,9%	3,6%	2,5%	2,5%
Lettonie	2,5%	2,3%	2,5%	2,7%

- Les dépenses de protection sociale dans l'UE se sont élevées à 27,9% du PIB en 2017, en légère baisse comparé aux 28,7% atteints en 2012**, Eurostat le 22 novembre. La moyenne de l'UE continue de masquer de fortes disparités entre les États membres. En 2017, les dépenses de protection sociale dépassaient les 30% du PIB en France (34,1%), au Danemark (32,2%) et en Finlande (30,6%), suivent ensuite l'Allemagne (29,7%), l'Autriche (29,4%), les Pays-Bas (29,3%), l'Italie (29,1%), la Belgique et la Suède (28,8% chacun). En revanche, les dépenses de protection sociale étaient inférieures à 20% du PIB en Roumanie (14,4%), en Lettonie (14,8%), en Lituanie (15,1%), en Irlande et en Estonie (16% chacune), à Malte (16,1%), en Bulgarie (16,8%), en Slovaquie (18,2%), en Hongrie (18,3%) ainsi qu'à Chypre (18,5%) et en République tchèque (18,6%). En moyenne dans l'UE, les prestations vieillesse et survie représentaient 46% des prestations sociales totales en 2017 et constituaient la principale dépense de protection sociale dans quasiment tous les États membres. La part des prestations vieillesse et survie dans le total des prestations sociales était la plus élevée en Grèce (63%), au Portugal et en Italie (58% chacun), en Roumanie et à Chypre (56% chacun). En revanche, les proportions les plus faibles ont été enregistrées en Irlande (34%), en Allemagne et au Danemark (39%) ainsi qu'au Luxembourg (40%). Les prestations de maladie, de soins de santé et d'invalidité constituaient, en 2017, 37% des prestations sociales totales dans l'UE. Parmi les États membres, la part de ces dépenses variait de 23% à Chypre et 26% en Grèce à plus de 45% en Irlande, 44% en Croatie et en Allemagne, 43% aux Pays-Bas et 42% en Estonie.



Pologne

- **La Diète polonaise (Sejm) a accordé le 19 novembre 2019 sa confiance au Conseil des Ministres proposé par le Premier ministre avec une majorité 237 voix (pour majorité absolue requise de 228 voix) représentant en particulier le groupe parlementaire de la droite PiS (Droit et Justice).** Dans son discours de politique générale, le Premier ministre Mateusz Morawiecki a maintenu l'idée, avancée lors de la campagne électorale, de construire en Pologne un Etat providence. Le PiS considère que l'objectif 2015-2019 a été largement atteint, les programmes sociaux du PiS (tels que le programme d'allocations familiales 500+ ou le versement d'un treizième mois de retraite) ayant permis de sortir près de 2 millions personnes de la pauvreté et l'indice des inégalités Gini se situant dorénavant en-dessous de 0,28, ce qui place la Pologne, d'après M. Morawiecki, sur un pied d'égalité avec le Danemark et devant les pays tels la France, l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume-Uni. D'après M. Morawiecki, l'objectif de la politique de son gouvernement est de « faire de la Pologne le endroit où vivre en Europe, un pays de la normalité, de la richesse et de la sécurité dans les rues et aux frontières ». La politique en faveur de l'innovation permettant de rompre avec modèle économique basé sur la main d'œuvre bon marché et de permettre à la Pologne une montée dans la chaîne globale de valeur. Les dépenses de la Pologne pour la recherche et le développement ont augmenté en 2018 de 28% et se chiffrent pour atteindre 1,2% du PIB, niveau inédit mais en-deçà de la moyenne de l'UE de 2% du PIB. M. Morawiecki table sur la poursuite de la tendance positive grâce à des incitations fiscales (IP box, niche fiscale pour l'activité innovante...) pour les entreprises innovantes et les nouveaux projets industriels dans des domaines innovants (IT, électromobilité, industrie de batteries où la Pologne fait figure d'un leader européen dans la fabrication des batteries de lithium). On notera que la « Stratégie pour un développement responsable » dit « plan Morawiecki » et lancée en 2016, qui vise à faire sortir Pologne du « piège du revenu intermédiaire » en axant son développement sur l'innovation, constitue une référence quant au diagnostic et les objectifs à atteindre sans pour autant avoir un caractère de document officiel.
- **L'investissement (FBCF) des entreprises non financières a enregistré une croissance de 16% en rythme annuel sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019,** Bureau des Statistiques polonais (GUS). Il s'agit d'une accélération de la croissance de l'investissement, qui avait déjà atteint 11,9% en rythme annuel sur les neuf premiers mois de l'année 2018. Au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, on notera une hausse soutenue de l'investissement dans le secteur de la production de l'énergie et de la chaleur (+27,8% en g.a.), les services liés aux activités immobilières et de support (+25,8%), le transport et la logistique (+22,8%), le recyclage et la gestion des déchets (+22,6%), l'industrie manufacturière (+14,1%), les télécommunications (+13,3%). En revanche, l'investissement dans le secteur BTP / génie civil a enregistré un net recul (-11,5% en g.a.).
- **Visite en Pologne de la Secrétaire générale pour les affaires européennes Sandrine Gaudin lundi 25 et mardi 26 novembre 2019.** Madame Gaudin a rencontré, lors de sa mission en Pologne, le nouveau ministre du climat Michal Kurtyka, le secrétaire d'Etat au Développement Marcin Ociepa ainsi que des représentants de haut niveau des ministères de Finances et des Affaires européennes. Parmi les sujets évoqués on notera les perspectives de la neutralité carbone de l'UE à horizon 2050, la transition énergétique, l'investissement, la coordination européenne et l'état des négociations sur le cadre financier pluriannuel de l'UE.
- **La Banque centrale polonaise (NBP) a annoncé avoir fait rapatrier près de la moitié des réserves nationales d'or auparavant stockées au Royaume-Uni.** La Pologne a récupéré 100 tonnes d'or, soit près de la moitié de ses réserves conservées par la Banque d'Angleterre depuis 1939, a annoncé Adam Glapinski, gouverneur de la Banque centrale de Pologne. Un communiqué de la NBP précise que les réserves en or de la NBP ont augmenté depuis début 2018 de 122% et représentent dorénavant 228,6 tonnes ce qui a permis à la Pologne de passer de la 34^{ème} à la 22^{ème} position mondiale par volume d'or. Le Trésorier de la Banque centrale abrite 105 tonnes d'or. « À présent, nous avons autant d'or que les autres pays industrialisés et civilisés », a déclaré M. Glapinski.



- **Le Ministère du développement salue la révision à la hausse des prévisions de croissance de l'économie polonaise par l'OCDE.** L'OCDE a revu mercredi 20 novembre à la hausse (+0,1pp) sa prévision de croissance pour 2019, qui ressort dorénavant à +4,3% et pour 2020 (+3,8%, révision à la hausse de 0,3 point), une décision justifiée par l'évolution meilleure que prévu de l'investissement (FBCF) pour 2019 (+8,6% au lieu de +5,8% prévu auparavant) et, pour 2020, par l'augmentation plus rapide de la consommation des ménages (+4,7% soit +0,5 point). La prévision de croissance pour 2021 est de 3% (contre 3,3% prévu par la Commission européenne). On notera que l'OCDE prévoit un rebondissement des tensions inflationnistes tant en 2019 (inflation moyenne prévue à 2,9%) qu'en 2020 (2,8%). Dans ses recommandations pour la Pologne, l'OCDE propose d'améliorer l'accès à des services de garde-enfant de haute qualité afin d'améliorer la participation des femmes sur le marché du travail, de prévoir des mesures pour inciter la prolongation de l'activité professionnelle et la mise en œuvre d'une politique climatique à long terme.
- **Derniers indicateurs économiques du Bureau des Statistiques polonais (GUS).** Le salaire mensuel moyen brut dans l'économie nationale s'élève à 5213 PLN (1209 euros) en octobre 2019, soit une hausse de 5,9% en rythme annuel et en termes nominaux. Sur les dix premiers mois de l'année, la hausse du salaire moyen atteint 6,6% en termes nominaux. L'emploi salarié dans des entités économiques aux effectifs d'au moins dix personnes a augmenté en octobre 2019 de 2,5% ; la hausse moyenne de cet indicateur sur la période janvier-octobre 2019 est de 2,8%. Les ventes du commerce de détail ont augmenté en octobre, en prix courants, de 5,4% en g.a ; la hausse cumulée sur les dix premiers mois 2019 est de 7%. Pour le mois de novembre, le ministère du Développement prévoit une hausse des ventes de détail à 4,5% en g.a en prix courants. La production industrielle a augmenté en octobre de 3,5% en g.a, soit un niveau inférieur à la moyenne cumulée sur les dix premiers mois 2019 (+4,3%) ; on notera que la croissance de production de l'industrie manufacturière s'est alignée en octobre 2019 sur la moyenne du secteur (+4,3%). D'après les prévisions du Ministère du Développement, un ralentissement de la production industrielle est attendu en novembre avec une croissance prévue à +2% en g.a. La production du secteur BTP / génie civil a diminué en octobre de 4% en g.a; la moyenne cumulée des dix premiers mois de l'année s'inscrit toutefois en terrain positif (+3,6%). Le Ministère du développement prévoit un redressement de cet indicateur au mois de novembre (+6% en g.a.).

Hongrie

- **La dette publique de la Hongrie au sens de Maastricht s'élève à 30 325 milliards HUF (90,5 milliards d'euros) soit 66,4% du PIB au 30 septembre 2019,** Office statistique hongrois (KSH) le 18 novembre. La dette publique est ainsi en baisse de 0,1pp comparé au 30 juin 2019 et de 3,8pp comparé au 30 septembre 2018. La dette publique est ainsi en recul au cours des derniers trimestres, conformément à la constitution hongroise qui stipule que le ratio dette publique/PIB doit chuter chaque année tant que ce dernier est supérieur à 50%. Sur la période du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019, le déficit du budget de l'Etat hongrois s'élève à 910 milliards HUF (2,71 milliards d'euros), soit 2% du PIB.
- **La hausse des prix de l'immobilier à l'achat à Budapest atteint 22,5% en rythme annuel sur le premier semestre 2019,** Banque centrale de Hongrie (MNB) le 19 novembre. La hausse des prix de l'immobilier à Budapest a légèrement ralenti comparé au premier semestre 2018 où elle avait atteint 24,8% en rythme annuel. Sur l'ensemble du territoire hongrois, la hausse des prix de l'immobilier atteint 17,1% en rythme annuel au premier semestre 2019, soit une légère accélération comparée au premier semestre 2018 (16,3%). Au premier semestre 2019, la croissance du volume des crédits à l'immobilier atteint 20% en rythme annuel.
- **La Banque centrale hongroise (MNB) a décidé de laisser ses taux d'intérêts inchangés lors d'une réunion du Conseil de la politique monétaire mardi 19 novembre et anticipe un ralentissement du rythme de l'inflation au cours des mois à venir.** Le taux directeur de la MNB reste ainsi fixé à 0,9%, soit un niveau inchangé depuis le 25 mai 2016. L'inflation atteint 2,9% en rythme annuel en Hongrie en octobre 2019, soit déjà un ralentissement après le pic atteint à 3,9% en rythme annuel en mai dernier. La



Commission européenne table sur une inflation à 3,4% sur l'ensemble de l'année 2019, 3,1% en 2020 et 3% en 2021. Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, l'inflation atteint 3,3% en rythme annuel.

- **La Hongrie ne respecte pas les conditions fixées par le Conseil européen en matière budgétaire pour 2020.** La Commission européenne demande à la Hongrie de procéder à des ajustements budgétaires en vue d'éviter une déviation de l'objectif budgétaire à moyen terme. La Commission européenne recommande à la Hongrie de ne pas augmenter ses dépenses primaires de plus de 4,7% en 2020 comparé au niveau atteint en 2019, en vue de permettre un ajustement budgétaire équivalent à 0,75% du PIB. Le gouvernement hongrois a désormais jusqu'au 15 avril 2020 pour rendre compte à la Commission européenne des ajustements décidés. Les prévisions d'automne de la Commission européenne tablent sur un déficit public de 1,8% du PIB en 2019 et 1% en 2020 ; dans le même temps la dette publique hongroise devrait reculer de 68,2% du PIB fin 2019 à 66,7% fin 2020.
- **Le Ministère de la justice a annoncé mercredi 20 novembre une revalorisation des salaires des juges de 32% et des procureurs de 21% à compter du 1^{er} janvier 2020.** Des revalorisations de salaires pour les juges et les procureurs sont prévues à hauteur de 12% au 1^{er} janvier 2021 puis de 13% au 1^{er} janvier 2022. Le Ministère de la justice estime que ces revalorisations salariales sont légitimes ; les salaires du personnel du Ministère de la justice en Hongrie sont actuellement les deuxièmes plus faibles de toute l'Union européenne et aucune revalorisation notoire (soit supérieure au rythme de l'inflation) n'a eu lieu depuis 2004. Le coût pour les finances publiques de ces revalorisations salariales au Ministère de la justice n'a pas été chiffré pour l'instant.
- **Le déficit budgétaire de la Hongrie s'élève à 575,4 milliards HUF (1,76 milliards d'euros) sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2019, soit 57,6% du niveau cible prévu pour l'année 2019 (998,4 milliards HUF/ 3 milliards d'euros),** Ministère des finances le 22 novembre. Le niveau cible du déficit prévu par le Ministère des finances est équivalent à 1,8% du PIB de l'année 2019.
- **Le forint hongrois a atteint un niveau historiquement faible à 337,2 HUF pour un euro mardi 26 novembre 2019.** La devise hongroise s'est ainsi dépréciée de manière presque quasi-continue depuis le 1^{er} novembre, où 327,8 HUF s'échangeaient contre un euro. Le précédent « record » de faiblesse de la devise hongroise, soit où 336,3 HUF s'échangeaient pour un euro le 27 septembre 2019, a donc été dépassé mardi 26 novembre et le Ministère des finances estime qu'une dépréciation à 340 HUF pour un euro dans les semaines à venir n'est pas à exclure.

République tchèque

- **Le gouvernement tchèque a approuvé lundi 18 novembre une taxe numérique de 7% sur les géants du numérique, les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple).** Les sociétés internet réalisant un chiffre d'affaire global supérieur à 750 millions d'euros (19,1 milliards CZK) par an et un chiffre d'affaire annuel supérieur à 100 millions CZK (3,91 millions d'euros) en République tchèque seront assujetties à cette nouvelle taxe. Certaines plates-formes d'économie numérique telles Airbnb et Uber, qui permettent aux utilisateurs de se fournir mutuellement services et biens moyennant des frais de transaction, seraient également assujetties à la taxe. Le Ministère des finances estime que cette taxe pourrait rapporter 2,1 milliards CZK (82 millions d'euros) pour l'année 2020 puis environ 5 milliards CZK (196 millions d'euros) au budget de l'État à partir de 2021. Le gouvernement tchèque anticipe une application de cette taxe de 7% sur les géants du numérique seulement jusqu'en 2024, anticipant d'ici là un accord sur la taxation du numérique au niveau de l'UE ou de l'OCDE.
- **Le taux d'intérêt moyen pour les crédits à l'immobilier s'élève à 2,36% en octobre 2019, Fincentrum Hypoindex le 20 novembre.** Il s'agit d'une baisse du taux d'intérêt moyen pour les crédits immobiliers pour le neuvième mois consécutif, alors que le taux d'intérêt moyen dépassait encore les 3% en janvier dernier. Entre septembre et octobre 2019, le taux d'intérêt moyen a baissé de 0,11pp. Pour rappel, le taux d'intérêt moyen pour les crédits à l'immobilier avait atteint un niveau historiquement faible à 1,77% en décembre 2016 avant de connaître une hausse continue en 2017 et 2018. Un peu plus de 7000 crédits à l'immobilier ont été signés en République tchèque en octobre dernier, soit près de 670 de plus qu'en septembre, et ce



pour un volume total de près de 17 milliards CZK (665 millions d'euros), le plus important depuis novembre 2018.

- **Quelques 137,5 millions de personnes ont voyagé avec la compagnie des chemins de fer tchèque (*Cesky Drahy*) au cours des neuf premiers mois de l'année 2019**, Communiqué de *Cesky Drahy* du 21 novembre. Il s'agit d'un chiffre en hausse de 4 millions de personnes (soit 3%) comparé aux neuf premiers mois de l'année 2018. La société des chemins de fer tchèque estime que cette hausse du nombre de passagers est imputable aux réductions de 75% des billets à destination des étudiants et des seniors et à un investissement dans de nouveaux trains. Les réductions ont été utilisées par 40% des voyageurs, dont un quart de personnes âgées de plus de 65 ans, le reste concernant les étudiants, les écoliers et les enfants. La société des chemins de fer tchèque affirme continuer à vouloir moderniser son parc ferroviaire et envisage d'acheter des trains pour 40 milliards CZK (1,57 milliard d'euros) sur la période 2020-2024.
- **La République tchèque devrait octroyer 50 millions CZK (2 millions d'euros) à l'aide humanitaire internationale d'ici le 31 décembre 2019**, Ministère des affaires étrangères le 22 novembre. Le communiqué du Ministère des affaires étrangères précise que 20 millions CZK (784 000 euros) seront octroyés pour chacun d'un des deux projets du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés en Zambie et de la croix rouge de l'est de l'Ukraine ; les 10 millions CZK (392 000 euros) restant seront consacrés à la réduction des risques de catastrophes naturelles en Géorgie, en Moldavie, en Ethiopie, en Zambie et au Cambodge.
- **Le gouvernement tchèque a approuvé mercredi 27 novembre la hausse du salaire minimum à 14 600 CZK (572 euros) bruts mensuels au 1^{er} janvier 2020, soit une revalorisation de 9%**. Avant d'entrer en vigueur, la revalorisation du salaire minimum devra encore être approuvée par le Conseil des Ministres. Cette hausse du salaire minimum est un compromis entre la demande des syndicats qui réclamaient une revalorisation de 12,6% à 15 000 CZK (588 euros) bruts mensuels et les conditions du patronat qui demandaient que la revalorisation soit limitée à 5,2% soit 14 050 CZK (551 euros) bruts mensuels. Pour rappel, le salaire minimum est fixé depuis le 1^{er} janvier 2019 à 13 350 CZK (523 euros) bruts mensuels, après une revalorisation de 9,4% comparé à 2018.

Slovaquie

- **L'épargne des ménages slovaques atteint un niveau record depuis l'an 2000**, Communiqué de la Banque centrale de Slovaquie (NBS) le 18 novembre. La NBS affirme que les dépenses de consommation finale des ménages augmentent à rythme beaucoup moins rapide que celui des salaires en termes réels. Les dépenses de consommation finales des ménages ont augmenté de 3% en 2018 et 1,9% sont prévus pour l'ensemble de l'année 2019, alors que la croissance des salaires réels a atteint en moyenne 5,2% en 2018 et 4,8% sont prévus pour 2019. L'épargne moyenne des ménages atteint 13 000 euros par habitant au 30 juin 2019, la moitié du montant atteint en moyenne en République tchèque voisine.
- **Le nombre de nouvelles voitures immatriculées en Slovaquie atteint 9 436 en octobre 2019, soit un chiffre en hausse de 16,9% en rythme annuel**, Association européenne des automobilistes (ACEA) le 19 novembre. Le communiqué de l'ACEA précise qu'il s'agit de la plus forte hausse du nombre de nouvelles voitures immatriculées en Slovaquie depuis août 2018. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2019, le nombre de nouvelles voitures immatriculées en Slovaquie atteint 85 850, soit une hausse de 2,5% en rythme annuel. A titre de comparaison, le nombre de nouvelles voitures immatriculées dans l'UE a augmenté de 8,7% en rythme annuel sur le mois d'octobre 2019 et a baissé de 0,7% en rythme annuel sur les dix premiers mois de l'année 2019.
- **Le taux de chômage atteint 4,9% de la population active et la Slovaquie compte 136 200 demandeurs d'emplois au 31 octobre 2019**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 20 novembre. Le taux de chômage est ainsi en recul de 0,1pp comparé au niveau atteint en septembre dernier. Comparé au 31 octobre 2019, le nombre de demandeurs d'emplois a reculé de 5% en Slovaquie. Le taux de chômage calculé par le Bureau



du travail slovaque diffère toutefois légèrement de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT), qui estime ce taux à 5,6% de la population active en septembre 2019 (-0,7pp sur un an) où la Slovaquie comptait 152 000 demandeurs d'emplois (Communiqué d'Eurostat du 31 octobre 2019).

- **Les hôtels slovaques ont accueilli quelques 4,95 millions de touristes sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, soit une hausse de 13,2% en rythme annuel**, Office statistique slovaque (SU) le 22 novembre. Le nombre de touristes slovaques atteint presque 3 millions sur les neuf premiers mois de l'année 2019, soit une hausse de 16,3% en rythme annuel, alors que le nombre de touristes étrangers n'a augmenté que de 3% sur cette même période en rythme annuel.
- **Le prix moyen de l'immobilier dans l'ancien à l'achat s'élève à 2781 euros le mètre-carré à Bratislava au troisième trimestre 2019, soit une hausse de 15% en rythme annuel**, Cabinet de conseil *Bencont* le 25 novembre. *Bencont* estime que cette hausse rapide des prix de l'immobilier à l'achat à Bratislava s'explique par la pénurie de logements, particulièrement dans l'immobilier ancien dans la capitale slovaque. La hausse des prix de l'immobilier devrait se poursuivre à court et moyen termes en raison de la pénurie grandissante de logements et des taux d'intérêts faibles, favorisant le crédit immobilier. A titre de comparaison, la hausse des prix des loyers dans la capitale slovaque n'atteint que 5% en rythme annuel au troisième trimestre 2019.

ETATS BALTES

Estonie

- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une baisse de 1,7% en rythme annuel en octobre 2019**, Office statistique estonien le 20 novembre. Les prix à la production industrielle ont augmenté en octobre 2019 de 2,8% en g.a pour l'exploitation des minerais et carrières, de 0,2% pour l'électricité et le gaz, de 0,9% pour le traitement des eaux usées tandis que d'une baisse de 2,4% a été enregistrée pour les produits manufacturés. La baisse des prix à la production industrielle atteint respectivement 3,2% pour les produits destinés à l'exportation et de 1,3% pour les produits destinés au marché intérieur. Entre septembre et octobre 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,4% ; respectivement 0,3% pour les produits manufacturés, 1,5% pour l'exploitation des minerais et carrières, 1,3% pour l'électricité et le gaz tandis que les prix sont restés inchangés pour le traitement des eaux usées.
- **Le salaire horaire moyen en Estonie s'élève à 7,27 euros en 2018, soit une hausse de 29% comparé à 2014**, Office statistique estonien le 21 novembre. Les salaires horaires moyens était en 2018 les plus élevés pour les postes de managers (11 euros), les professionnels hautement qualifiés (9,70 euros), les professions techniques (7,66 euros), à l'opposé les salaires horaires les plus faibles pour les travaux élémentaires (4,63 euros), les vendeurs (4,86 euros) et les travailleurs agricoles (6,18 euros). Entre 2014 et 2018, les plus fortes progressions des salaires horaires ont été observées pour les travailleurs agricoles (+36%), pour les vendeurs (+35%), tandis que la plus faible hausse a été observée pour les professions techniques (+22%).
- **La croissance du volume du crédit atteint 5% en rythme annuel en octobre 2019, ralentissant comparés aux 6,9% atteint en septembre dernier**, Banque d'Estonie le 25 novembre. La croissance du volume des crédits atteint respectivement 2% pour les crédits accordés aux entreprises et 6,2% pour les crédits accordés aux ménages en rythme annuel en octobre 2019. A l'opposé, le volume des dépôts dans les banques a enregistré une croissance de 13,3% en rythme annuel en octobre dernier, soit le rythme de croissance le plus rapide depuis mai 2012. La Banque d'Estonie estime que ce ralentissement de la croissance du volume des crédits est imputable au ralentissement économique qui s'installe progressivement en Estonie.
- **Le chiffre d'affaire du secteur de la construction s'élève à 930 millions d'euros au troisième trimestre 2019, soit une baisse de 1,2% en rythme annuel**, Office statistique estonien le 26 novembre. Il s'agit de la première baisse du volume de la production dans le secteur de la construction en Estonie le quatrième trimestre 2015. Au troisième trimestre 2019, le chiffre d'affaire global du secteur de la construction atteint



599 millions d'euros pour la construction des immeubles et 331 millions d'euros pour l'ingénierie civile. Comparé au niveau de référence pour l'année 2015, la croissance du volume de la production en Estonie atteint 52,5% au troisième trimestre 2019.

- **Le salaire moyen s'établit à 1397 euros bruts mensuels au troisième trimestre 2019, soit une croissance de 8,2% en termes nominaux**, Office statistique estonien le 27 novembre. Le salaire moyen s'établit respectivement à 1435 euros bruts mensuels en juillet, 1365 euros en août et 1389 euros en septembre. Corrigée de l'inflation qui s'élevait à 2,4% en rythme annuel au troisième trimestre 2019, la croissance moyenne des salaires atteint 5,8% en termes réels. D'un point de vue sectoriel, les salaires les plus élevés ont été enregistrés au troisième trimestre 2019 dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (2360 euros bruts mensuels, +8,2% en g.a et en termes nominaux), de la finance et des assurances (2257 euros, +9,2% en g.a) et de l'énergie (1858 euros, +8,1% en g.a), tandis que les salaires les plus faibles ont été observés dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (932 euros, +8,6% en g.a), de l'immobilier (1048 euros, +4,4% en g.a), des activités artistiques (1119 euros, +7,6% en g.a) et de l'agriculture (1173 euros, +0,5% en g.a). D'un point de vue régional, les salaires les plus élevés ont été enregistrés dans les provinces de Harju (1519 euros bruts mensuels) et de Tartu (1408 euros) ; tandis que les salaires les plus faibles ont été observés dans les provinces de Hiiu (1008 euros), Valga (1066 euros) et Saare (1081 euros). Les plus fortes hausses de salaires ont été observées dans les provinces de Polva (+17,4% en g.a en termes nominaux), de Lääne (+16,2% en g.a) et de Parnu (+13,5% en g.a) au troisième trimestre 2019. La croissance des salaires en termes réels est ininterrompue en Estonie depuis le deuxième trimestre 2011.

Lettonie

- **Les exportations de bois lettones s'élèvent à 119,838 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2019, soit une baisse de 6,6% en rythme annuel**, Ministère de l'agriculture le 19 novembre. La principale destination des exportations de bois lettones était le Danemark (27,643 millions d'euros, soit 23,1% du total), devant l'Allemagne (11,2%) et la Suède (9,9%). Le communiqué du Ministère précise que les exportations à destination de l'Allemagne et de la Suède ont baissé respectivement de 21,8% et de 4% en rythme annuel. A l'opposé, les importations de bois en Lettonie s'élèvent à 61,288 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, soit un chiffre en hausse de 11,9% en rythme annuel.
- **Les dépenses de protection sociale ont atteint 4,40 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de 11,5% comparé à 2017**, Bureau letton des statistiques (CSB) le 21 novembre. Les principaux postes de dépenses de protection sociales concernaient en 2018 les pensions de retraites (2,028 milliards d'euros, soit 45,7% du total), la santé et les assurances maladie (1,198 milliard d'euros, soit 27% du total) et les allocations familiales (472,7 millions d'euros, soit 10,6% du total). Les plus fortes hausses des dépenses de protection sociale entre 2017 et 2018 ont été enregistrées en matière de santé et les assurances maladies (+20,2%), les coûts administratifs (+12,5%), les allocations familiales (+9,8%) et les allocations au chômage (+9,7%). Les dépenses de protection sociale ont représenté 15,2% du PIB letton en 2018 (+0,3pp par rapport à 2017) ; à titre de comparaison elles représentaient 16% du PIB en Estonie et 15,1% du PIB en Lituanie en 2017.
- **La compagnie aérienne Airbaltic a transporté 4,345 millions de passagers au cours des dix premiers mois de l'année 2019, soit une hausse de 22% en rythme annuel**, Communiqué de la compagnie aérienne le 20 novembre. Sur le seul mois d'octobre 2019, la compagnie a transporté 470 358 passagers (+22% en g.a). Sur les dix premiers mois de l'année 2019, la compagnie a effectué 53 458 vols (+13% en rythme annuel). 86% des vols ont respecté le critère de ponctualité de 15 minutes de retard maximum fixé par la compagnie sur les dix premiers mois de l'année 2019. En 2018, le profit net de la compagnie avait atteint 5,4 millions d'euros (+46% par rapport à 2017). *Airbaltic* dessert actuellement 70 destinations depuis Riga, Vilnius et Tallinn.
- **La baisse des prix à la production industrielle atteint 0,2% en rythme annuel en octobre 2019**, CSB le 22 novembre. La hausse des prix à la production industrielle atteint 2,2% pour l'électricité et le gaz, 2,7% pour le traitement des eaux usées et 1,2% pour l'exploitation des minerais et carrières, tandis qu'une baisse de 0,9% a été enregistrée pour l'industrie manufacturière. La hausse des prix à la production industrielle



atteint 1,7% pour les produits destinés au marché intérieur et la baisse des prix 1,9% pour les produits destinés à l'exportation. Comparé au niveau atteint en septembre 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,6% en octobre dernier ; la baisse atteint 0,6% pour les produits destinés à l'exportation comme pour les produits destinés au marché intérieur.

Lituanie

- **Le profit net du principal fournisseur d'énergie lituanien *Inter RAO Lietuva* atteint 14,2 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, soit une hausse de 77,5% en rythme annuel**, Communiqué d'*Inter RAO Lietuva* le 15 novembre. Le revenu cumulé total du groupe s'établit sur les neuf premiers mois de l'année 2019 à 299,2 millions d'euros, soit une hausse de 85,2% en rythme annuel. Le capital du groupe *Inter RAO Lietuva* est contrôlé à 51% par *RAO Nordic*, à 29% par la société d'investissement *Scaent Baltic* et les 20% restants sont flottants à la Bourse de Varsovie.
- **Le volume de la production industrielle s'élève à 19,4 milliards d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2019, soit une croissance de 4% en rythme annuel**, Office statistique lituanien le 22 novembre. Sur le seul mois d'octobre 2019, le volume de la production industrielle atteint 2,1 milliards d'euros, soit une hausse de 6,2% en rythme annuel.
- **Le salaire moyen en Lituanie s'établit à 1317,60 euros bruts mensuels au troisième trimestre 2019, soit une croissance de 9,2% en rythme annuel et en termes nominaux**, Office statistique lituanien le 26 novembre. La croissance des salaires bruts atteint respectivement 12,2% dans la fonction publique et 8% dans le secteur privé en rythme annuel et en termes nominaux au troisième trimestre 2019. Exprimée en termes nets mensuels, la croissance des salaires est amplifiée par une réforme des cotisations sociales entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 ; elle atteint respectivement 14,6% en termes nominaux et 11,8% en termes réels en rythme annuel au troisième trimestre 2019. Le salaire moyen s'établit à 834,3 euros nets mensuels au troisième trimestre 2019. L'Office statistique lituanien estime que cette croissance rapide des salaires devrait se poursuivre en raison de la pénurie de main d'œuvre grandissante dans le pays. Dans le même temps, le nombre de personnes occupées a enregistré une croissance de 1,9% en rythme annuel au troisième trimestre 2019.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de pourcentage

volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie							
PIB (variation N/N-1 en %)*														
2019	4,1	4,6	2,5	2,7	3,2	2,5	3,8							
2020	3,3	2,8	2,2	2,6	2,1	2,6	2,4							
2021	3,3	2,8	2,1	2,7	2,4	2,7	2,4							
Inflation (variation annuelle)*														
2019	2,2	3,4	2,6	2,7	2,4	3,1	2,4							
2020	2,6	3,1	2,3	2,5	2,1	2,5	2,2							
2021	2,5	3,0	2,0	2,2	2,2	2,3	2,1							
Chômage (% population active)														
2019	3,5	3,4	2,1	5,8	5,1	6,6	6,2							
2020	3,6	3,4	2,2	5,7	5,4	6,4	6,2							
2021	3,5	3,4	2,3	5,6	5,8	6,4	6,2							
Solde public (% PIB)														
2019	-1,0	-1,8	0,2	-0,9	-0,2	-0,6	0,0							
2020	-0,2	-1,0	-0,1	-1,2	-0,2	-0,6	0,0							
2021	-0,9	-0,8	-0,3	-1,3	-0,2	-0,6	0,0							
Dettes publiques brutes (% PIB)														
2019	47,4	68,2	31,5	48,1	8,7	36,0	36,3							
2020	45,5	66,7	30,7	47,3	8,4	35,2	35,1							
2021	44,3	64,4	30,1	46,9	8,2	32,9	34,8							
Solde courant (% PIB)														
2019	-0,4	-1,2	0,0	-2,4	1,4	-0,8	1,2							
2020	-0,4	-0,8	0,5	-2,6	1,6	-1,4	1,5							
2021	-0,1	-0,7	0,7	-2,3	1,6	-1,8	1,8							
Notation de la dette souveraine														
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	Aa3	Stable	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions d'automne 2019

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 MINISTÈRE
 DE L'ÉCONOMIE
 ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 29/11/2019